

munistes sont en grande partie responsables de la gravité de la terrible situation internationale à laquelle nous avons aujourd'hui à faire face. Contrairement à certains de mes collègues, notamment à ceux qui ont assisté aux séances des Nations Unies, je n'ai pas la chance exceptionnelle de disposer de beaucoup de renseignements à cet égard et c'est pourquoi je n'entends pas m'étendre là-dessus. Je laisse ce soin aux membres de mon groupe qui ont assisté aux séances de New-York.

Il ne saurait y avoir de meilleur remède pour combattre le fléau du communisme que de commencer par mettre de l'ordre chez nous. Bien que nous jouissions d'une forme démocratique de gouvernement, il existe encore des conditions iniques chez nous. Nous devrions tout d'abord supprimer ces iniquités et donner à tous une chance de vivre. Le Gouvernement a annoncé récemment qu'il avait l'intention de faire venir 150,000 immigrants au pays cette année. Le Gouvernement ferait bien de choisir soigneusement ces gens, afin qu'il n'entre pas au pays d'autres personnes atteintes de ce mal qui est si répandu au pays. Dans le cas de ceux des nôtres qui sont déjà atteints du communisme, je conseillerais au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour guérir ces gens de leur mal.

Au sujet de l'état de nos préparatifs, qui semble inquiéter les gens un peu partout au pays, je ferai remarquer que de nombreuses succursales de la Légion canadienne aussi bien que le bureau central de cet organisme ont demandé qu'on intervienne. La plupart des honorables députés appuieront sans doute ces requêtes. De plus, certains d'entre nous aimeraient traiter de questions que la Légion canadienne n'a pas mentionnées dans ses requêtes.

Je veux parler tout particulièrement de notre régime financier actuel. Ce régime est dans une grande mesure la vie même de notre commerce, et je soutiens que c'est la première chose que le Gouvernement devrait régir efficacement et mettre à son service.

Hier après-midi, le ministre du Travail (M. Gregg) a annoncé qu'un conseil de l'effectif national serait créé. C'est un pas dans la bonne voie. A propos de la défense, le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) a dit hier ce que devaient accomplir les trois services. Il déclare que le programme va entraîner une dépense de cinq milliards. Ce programme semble bon sur le papier, mais beaucoup d'entre nous aimeraient mieux qu'il fût en œuvre. Si les autres qui se préparent depuis la fin de la seconde Grande Guerre ont

le temps de jouer leur rôle, je suis sûr qu'il sera trop tard pour que nous accomplissions ce que nous eussions dû faire auparavant.

Nous ne pourrions asseoir la paix, l'unité et la prospérité sur une base solide que le jour où la masse de notre population comprendra sur quoi reposent notre prospérité et notre liberté, comprendra et acceptera les vérités fondamentales qui nous sont chères. Telle est ma ferme conviction. Cette observation s'applique aux affaires extérieures, mais elle vaut d'une façon toute particulière pour ce qui est de la situation au pays même.

Je passe au coût de la vie, sujet sur lequel, avant que je vienne à Ottawa pour la présente session, on m'a posé plus de questions qu'à l'égard de tout autre. Cela n'était pas pour m'étonner, car j'ai pleinement conscience des difficultés qu'endure une bonne partie de la population. Les diminués physiques en voyaient de dures même avant que l'indice du coût de la vie atteigne son sommet actuel. Que dire des vieillards pensionnés à qui le gouvernement fédéral assure les trois quarts d'une pension de base de \$40 par mois? Dans ma province, de même que dans d'autres, ces pensionnés touchent des prestations supplémentaires. L'Alberta leur verse un supplément de \$10 par mois, sans évaluation des ressources, et elle leur assure les services de tous les médecins autorisés, dans la province, ainsi que les soins à l'hôpital. Cela représente, estime-t-on, environ \$3.50 par mois, par pensionné. Sauf erreur, l'Alberta montre la voie aux autres provinces dans ce domaine.

Il est un autre groupe de personnes entre 65 et 69 ans pour qui il faudra faire quelque chose dans un très proche avenir. Le Service civil fédéral et, sauf erreur, les services civils de toutes les provinces veulent que les fonctionnaires prennent leur retraite à l'âge de 65 ans. Beaucoup de gens à l'emploi des divers gouvernements ne sont pas en mesure de jouir d'un fonds de retraite. Cela signifie que, dès qu'ils ont 65 ans, ils sont mis sur le pavé et sont forcés de se débrouiller. Souvent, la santé de ces gens s'est altérée par les souffrances qu'ils ont connues à gagner leur vie jusqu'à un âge aussi avancé.

Au sujet de la pension de vieillesse, je songe à une citation qu'il conviendrait peut-être de lire en ce moment. Les députés ne devraient pas avoir à citer de telles choses, mais je crois que ce passage convient très bien à la situation. Voici:

In heathen tribes, where skulls were thick, did
 primal passions rage,
 They had a system sure and quick, to cure the
 blight of age,
 If one's native youth had fled, and time had
 sapped his vim,
 They simply popped him on the head, and that
 was the last of him.